



Lundi 12 mai 2025

L'armée israélienne tue en masse, les dirigeants occidentaux laissent faire

« Nous avons décidé d'intensifier l'opération à Gaza », a affirmé Netanyahu le 5 mai. « L'opération inclut une attaque de grande envergure [et] le déplacement de la plupart de la population de la bande de Gaza », a renchéri le porte-parole de l'armée israélienne. Intensifier l'opération ? Faire pire que les 52 000 morts gazaouis, que la destruction de tout le bâti ? En s'efforçant d'expulser les deux millions de Gazaouis et en tuant tous ceux qu'ils n'auront pas réussi à expulser ?

À Gaza, c'est l'humanité qu'on assassine

Sous les yeux du monde entier, on meurt à Gaza. Sous les bombes, mais aussi de faim. L'aide humanitaire est bloquée depuis plus de deux mois par les dirigeants israéliens, fiers d'utiliser l'arme de la faim contre la population. Il n'y a plus d'enfance, à Gaza. L'enfance, la jeunesse, ce sont des rêves, des projets d'avenir, toutes choses si profondément enracinées dans l'humanité qu'elles résistent à la misère. Elles n'ont pas résisté à Gaza. Les gosses, quand la vie ne leur a pas été ôtée par une bombe ou le tir d'un sniper, n'ont plus d'espoir, pas d'avenir : ils sont comme des vieillards, mais sans avoir vécu. Oui, à Gaza, c'est bien l'humanité qu'on assassine.

La complicité des dirigeants occidentaux

Les dirigeants européens ont éprouvé le besoin de réagir, verbalement : « Gaza est au bord de l'effondrement, du chaos et de la famine », a déclaré à l'Assemblée Jean-Noël Barrot, le ministre des Affaires étrangères. « Il est temps que l'Union européenne et l'ensemble de la communauté internationale se réveillent. Ce à quoi nous assistons est une honte absolue », affirme de son côté son homologue belge. « Se réveiller » pour quoi faire ? Dire « c'est pas bien » et laisser Netanyahu déchaîner le feu d'une armée suréquipée face à des populations affamées et sans défense ? Que faudrait-il pour que les dirigeants occidentaux dépassent les protestations verbales et cessent de fournir ses bombes à l'armée israélienne ?

La répression, c'est contre ceux qui dénoncent la situation à Gaza !

Ah, mais le gouvernement français n'est pas resté inactif ! À défaut de s'en prendre au gouvernement israélien, Retailleau, le ministre de l'Intérieur, s'en prend à ceux qui le dénoncent : sous prétexte de lutter

contre l'antisémitisme, il prétend interdire le collectif Urgence Palestine, un des principaux organisateurs des manifestations de soutien aux populations de Gaza. Lutter contre l'antisémitisme ? Mais alors, c'est Netanyahu qu'il faudrait arrêter ! Car, à cause de bourreaux comme lui, les véritables antiracistes, qui luttent contre toutes les formes de racisme, doivent batailler pour que tous ceux qu'indigne la politique du gouvernement israélien ne confondent pas, justement, Juifs et sionistes ! Où et quand a-t-on vu un Retailleau combattre le racisme ? En pourchassant les femmes voilées ? En cultivant l'islamophobie à coup de textes contre les migrants, en niant le droit du sol ? Le gouvernement, en reprenant les refrains mensongers de l'extrême droite, est un des premiers à alimenter le racisme ambiant. Et Retailleau voudrait nous donner des leçons d'antiracisme ?

Il faut que cesse le massacre des populations palestiniennes !

Le 15 mai, c'est l'anniversaire de la Nakba, l'exil forcé des Palestiniens en 1948. Cela fait 77 ans que les Palestiniens ont été chassés de leur terre par, déjà, les exactions de l'extrême droite sioniste. Depuis 77 ans, trois générations ont passé et ont grandi dans les camps, avant que le régime d'extrême droite israélien veuille désormais les exterminer ! **Soyons présents le 17 mai, notamment à Paris, dans les manifestations de solidarité avec la Palestine et contre la répression qui touche celles et ceux qui dénoncent le génocide en cours et la colonisation de l'État d'Israël. Plus que jamais, il est indispensable que s'intensifient les manifestations contre le massacre en cours à Gaza !**

Retrouve tous nos édits et
articles en ligne sur notre site
internet avec ce QR-Code



Ouverture à la concurrence = salaire bloqué

La direction cherche à nous rassurer sur l'ouverture à la concurrence en parlant de "garantie de rémunération" quel que soit le repreneur. Encore de l'enfumage ! Les repreneurs vont imposer des grilles de salaires et des primes plus basses. Pour compenser la perte de rémunération ils vont nous verser une prime "différentielle". Sur le papier on peut penser que notre rémunération reste la même. Mais en réalité cette "différentielle" permet le gel des rémunérations sur plusieurs années ! À chaque augmentation de salaire, la différentielle sera diminuée d'autant, donc la rémunération bloquée au même niveau. On doit refuser ce blocage des rémunérations !

Personne n'est illégal !

Le cas de Mohamed R. a montré qu'à la RATP comme ailleurs, de nombreux travailleurs et travailleuses vivent au rythme de la valse des papiers, des décisions des administrations, et au « bon » vouloir des patrons. En plus de connaître les galères de la préfecture, certain d'entre nous se voient menacés de fin de contrat quand ce n'est pas tout bonnement sa suspension du jour au lendemain. La direction s'attaque à certain d'entre nous pour mieux s'attaquer à tous. Nous répondons par notre solidarité qui n'a de frontière que celle avec les patrons !

Les femmes ne se tairont pas !

Islem, agente en station sur la ligne 14, témoigne avoir été droguée à son insu et agressée sexuellement sur son lieu de travail par des collègues. La direction menace de la licencier en la convoquant en conseil de discipline le 13 mai. Derrière les beaux discours sur l'égalité homme-femmes, la RATP cherche à imposer une double peine aux femmes qui ont le courage de parler ! En cas de violences sexuelles comme pour le reste, on ne peut compter que sur nous même pour nous défendre collectivement. Solidarité avec Islem !

Conférence de financement des transports : où sont les travailleurs ?

Lundi, une grande conférence pour le financement des transports a commencé à Marseille. Des patrons et des élus se retrouvent sous les dorures pour échanger sur l'avenir du secteur. Aucun travailleur n'a été convié à la fête, pourtant le sujet les concernent au premier chef. Car si tout ce beau monde jure, la main sur le cœur, qu'il veut développer l'offre, il est beaucoup plus embêté

quand il s'agit de décider qui paye. Comme il ne veut pas mettre la main à la poche, il n'est pas très inventif dans les solutions : augmentation des tarifs pour les voyageurs et intensification de l'exploitation des travailleurs. D'autres pistes seraient pourtant possibles, comme de prendre sur les milliards de profits des patrons ou sur les milliards de budget militaire et s'en servir pour payer des transports utiles et gratuits à toute la population.

Bourgeoisement de grèves

Metz, Grasse, Saint-Malo, Abbeville et sans doute ailleurs sans qu'on le sache, la fin du mois d'avril et le début du mois de mai sont l'occasion de nombreuses grèves dans les transports en commun. La nécessité de lutter pour imposer les revendications est partout la même, que ce soit pour augmenter les salaires, s'opposer au management agressif ou pour obtenir le renouvellement du matériel. Ces grèves ne sont pas sans limites (comme ces débrayages de quelques heures par jour qui risquent de ne pas faire plier le patron), mais elles ouvrent en même temps le champ des possibilités, et montrent la voie à suivre : se mobiliser et s'organiser pour gagner !

Il y a 80 ans : la « France libre » massacrait les Algériens à Sétif, Guelma et Kherrata

Le 8 mai 1945, des milliers d'Algériens manifestaient pour réclamer l'indépendance. En quelques jours, plus de 10 000 d'entre eux furent assassinés. La « France libre » du général de Gaulle, qui vantait la victoire de la « démocratie » sur l'Allemagne nazie, déclencha une répression coloniale impitoyable, cautionnée par un gouvernement à participation socialiste et communiste. L'aviation a rasé plusieurs villages alors que le ministre de l'Air, Charles Tillon, était membre de la direction du PCF. L'Humanité dénonça à l'époque les manifestants algériens comme des « éléments fascistes ». L'impérialisme, même baptisé « démocratique », ça a toujours été la barbarie.



Réunion publique

**Mercredi
21 mai - 19h
Ivry-sur-Seine**

À l'espace Robespierre.
Avec **Selma Labib**,
porte-parole, et des
militants locaux du
NPA-Révolutionnaires.



@npa_revo

REUNION PUBLIQUE
mercredi 21 mai
à 19h, espace Robespierre
à Ivry,
avec Selma LABIB,
conductrice de Bus et
porte-parole du NPA-
Révolutionnaires

Si ce bulletin t'a plu, fais-le tourner à tes collègues et n'hésites pas à l'informer en nous contactant @ npa-revolutionnaires.org



selma_labib



gaelquirante



npa.revo



notre page facebook : NPA Révolutionnaires - RATP